

Vu PD

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

# PCT

DEUXIÈME AVIS SUPPLÉMENTAIRE INFORMANT  
LE DÉPOSANT DE LA COMMUNICATION DE LA  
DEMANDE INTERNATIONALE (AUX OFFICES  
DÉSIGNÉS QUI APPLIQUENT LE DÉLAI DE  
30 MOIS SELON L'ARTICLE 22.1))

(règle 47.1.c) du PCT)

Destinataire :

- 3 AOUT 2005

OK

DAUDE, Delphine  
France Telecom/T & I/PIV/PI  
38-40, rue du Général Leclerc  
F-92794 Issy les Moulineaux Cedex 9  
FRANCE

|   |  |   |  |
|---|--|---|--|
| Date d'expédition (jour/mois/année)<br>28 juillet 2005 (28.07.2005) |  | AVIS IMPORTANT  |  |
| Référence du dossier du déposant ou du mandataire<br>04592 / DD/CN  |  |   |  |
| Demande internationale n°<br>PCT/FR2004/000564                      | Date du dépôt international (jour/mois/année)<br>09 mars 2004 (09.03.2004) | Date de priorité (jour/mois/année)<br>27 mars 2003 (27.03.2003) |  |
| Déposant<br>FRANCE TELECOM etc                                      |  |   |  |

1. **ATTENTION** : Pour tout office désigné auquel le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1er avril 2002 (30 mois à compter de la date de priorité) **ne s'applique pas**, se reporter au formulaire PCT/IB/308(Premier avis) émis antérieurement.

2. Il est notifié par la présente que l'office ou les offices désignés suivants – auxquels le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1er avril 2002 **s'applique** – ont demandé que la communication de la demande internationale, prévue à l'article 20, soit effectuée conformément à la règle 93bis.1. Le Bureau international a adressé cette communication à la date indiquée ci-dessous :  
14 octobre 2004 (14.10.2004)

AU, AZ, BY, CN, CO, DZ, EP, HU, KG, KP, KR, MD, MK, MZ, NA, RU, SY, TM, US

Conformément à la règle 47.1.c-bis)i), ces offices accepteront le présent avis comme preuve déterminante du fait que la communication de la demande internationale a bien été effectuée à la date d'expédition indiquée ci-dessus et il ne sera pas exigé du déposant qu'il fournisse une copie de la demande internationale à l'office ou aux offices désignés.

3. Les offices désignés suivants, auxquels le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1er avril 2002 **s'applique**, n'ont pas demandé, à la date d'expédition du présent avis, que la communication de la demande internationale soit effectuée conformément à la règle 93bis.1 :

AE, AG, AL, AM, AP, AT, BA, BB, BG, BR, BW, BZ, CA, CR, CU, CZ, DE, DK, DM, EA, EC, EE, EG, ES, FI, GB, GD, GE, GH, GM, HR, ID, IL, IN, IS, JP, KE, KZ, LC, LK, LR, LS, LT, LV, MA, MG, MN, MW, MX, NI, NO, NZ, OA, OM, PG, PH, PL, PT, RO, SC, SD, SG, SK, SL, TJ, TN, TR, TT, UA, UZ, VC, VN, YU, ZA, ZW

Conformément à la règle 47.1.c-bis)ii), ces offices accepteront le présent avis comme preuve déterminante du fait que l'État contractant pour lequel cet office agit en tant qu'office désigné n'exige pas du déposant qu'il fournisse en vertu de l'article 22 une copie de la demande internationale.

#### 4. DÉLAIS pour l'ouverture de la phase nationale

Pour le ou les offices désignés ou élus mentionnés ci-dessus, le délai applicable pour l'ouverture de la phase nationale sera, **sous réserve de ce qui est dit au paragraphe suivant, de 30 MOIS** à compter de la date de priorité.

En pratique, des délais autres que celui de 30 mois continueront de s'appliquer, pour des durées diverses, en ce qui concerne certains offices désignés ou élus mentionnés ci-dessus. Pour obtenir les mises à jour régulières relatives aux délais applicables (30 ou 31 mois, ou autre délai), office par office, on se reportera à la *Gazette du PCT*, au bulletin *PCT Newsletter* ainsi qu'aux chapitres nationaux pertinents dans le volume II du *Guide du déposant du PCT*, accessibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : <http://www.wipo.int/pct/fr/index.html>.

Le déposant est seul responsable du respect de tous les délais visés ci-dessus.

Bureau international de l'OMPI  
34, chemin des Colombettes  
1211 Genève 20, Suisse

Fonctionnaire autorisé

Athina Nickitas-Etienne

n° de télécopieur+41 22 740 14 35

n° de télécopieur+41 22 338 89 95

## TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

12 JUL 2004

PCT

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

NOTIFICATION RELATIVE  
A LA PRESENTATION OU A LA TRANSMISSION  
DU DOCUMENT DE PRIORITE

(instruction administrative 411 du PCT)

Destinataire:

DAUDE, Delphine  
France Telecom/T&I/PIV/PI  
38-40, rue du Général Leclerc  
F-92794 Issy les Moulineaux Cedex 9  
FRANCE

|  |   |
|--|---|
| Date d'expédition (jour/mois/année)<br>02 juillet 2004 (02.07.2004)        | <b>NOTIFICATION IMPORTANTE</b>                                  |
| Référence du dossier du déposant ou du mandataire<br>04592                 |   |
| Demande internationale no<br>PCT/FR2004/000564                             |   |
| Date de publication internationale (jour/mois/année)<br>Pas encore publiée |   |
| Date du dépôt international (jour/mois/année)<br>09 mars 2004 (09.03.2004) | Date de priorité (jour/mois/année)<br>27 mars 2003 (27.03.2003) |
| Déposant<br>FRANCE TELECOM etc   |   |

1. Par le présent formulaire, qui remplace toute notification antérieure relative à la présentation ou à la transmission de documents de priorité, il est notifié au déposant la date de réception par le Bureau international du ou des documents de priorité concernant toute demande antérieure dont la priorité est revendiquée. Sauf indication contraire consistant en les lettres "NR" figurant dans la colonne de droite, ou un astérisque figurant à côté d'une date de réception, le document de priorité en question a été présenté ou transmis au Bureau international d'une manière conforme à la règle 17.1.a) or b).
2. (Le cas échéant) Les lettres "NR" figurant dans la colonne de droite signalent un document de priorité qui, à la date d'expédition du présent formulaire, n'a pas encore été reçu par le Bureau international selon la règle 17.1.a) ou b). Lorsque, selon la règle 17.1.a), le document de priorité doit être présenté par le déposant à l'office récepteur ou au Bureau international, mais que le déposant n'a pas présenté le document de priorité dans le délai prescrit par cette règle, l'attention du déposant est appelée sur la règle 17.1.c) selon laquelle aucun office désigné ne peut décider de ne pas tenir compte de la revendication de priorité considérée avant d'avoir donné au déposant la possibilité, à l'ouverture de la phase nationale, de remettre le document de priorité dans un délai raisonnable en l'espèce.
3. (Le cas échéant) Un astérisque (\*) figurant à côté de la date de réception, dans la colonne de droite, signale un document de priorité présenté ou transmis au Bureau international mais de manière non conforme à la règle 17.1.a) ou b) (le document de priorité a été reçu après le délai prescrit par la règle 17.1.a) ou la demande d'établissement et de transmission du document de priorité a été soumise à l'office récepteur après le délai prescrit par la règle 17.1.b)). Même si le document de priorité n'a pas été remis conformément à la règle 17.1.a) ou b), le Bureau international transmettra une copie du document aux offices désignés, pour leur appréciation. Dans le cas où une telle copie n'est pas acceptée par un office désigné comme document de priorité, la règle 17.1.c) énonce que aucun office désigné ne peut décider de ne pas tenir compte de la revendication de priorité considérée avant d'avoir donné au déposant la possibilité, à l'ouverture de la phase nationale, de remettre le document de priorité dans un délai raisonnable en l'espèce.

|                           |                               |   |  |
|---------------------------|-------------------------------|---|--|
| <u>Date de priorité</u>   | <u>Demande de priorité n°</u> | <u>Pays, office régional ou<br/>office récepteur selon le PCT</u> | <u>Date de réception du<br/>document de priorité</u> |
| 27 mars 2003 (27.03.2003) | 03/03798                      | FR  | 25 juin 2004 (25.06.2004)                            |

|  |  |
|--|--|
| Bureau international de l'OMPI<br>34, chemin des Colombettes<br>1211 Genève 20, Suisse<br>n° de télécopieur: (41-22) 338.71.40 | Fonctionnaire autorisé:<br>Frédéric VIGNE (Fax 338-87-20)<br>n° de téléphone: (41-22) 338 8048 |
|--|--|